

<https://www.pressegauche.org/Coronavirus-les-recettes-habituelles-de-l-extreme-droite>



# Coronavirus : les recettes habituelles de l'extrême droite

- International - Europe -



Date de mise en ligne : mardi 14 avril 2020

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

*L'extrême droite, non seulement française mais dans plusieurs pays européens, recherche sa stratégie. Elle cherche à déterminer comment elle pourra se déterminer face à la crise en cours, liée à la pandémie du Covid-19 causée par le nouveau Coronavirus (SARC Cov-2).*

Commission nationale antifasciste

Tiré du site NPA, 6 avril 2020

Crédit Photo : Wikimedia Commons

L'exercice n'a rien d'évident : d'un côté, sa base sociale, son électorat se montrent inquiets - sans être les seuls dans ce cas - par la maladie, ses conséquences, ses implications potentielles ou avérées. Si la majorité des gouvernements dans l'Union européenne ont pris des mesures d'exception, comportant la plupart du temps des restrictions de mobilité, des contrôles policiers et/ou des mesures de fermeture des frontières (nationales ou européennes), cela ne doit a priori pas déplaire aux partisanEs de l'extrême droite. Adeptes d'une conception autoritaire de la société et de la politique, celle-ci n'est par nature pas hostile à des mesures pouvant conduire à un état d'exception, ceci indépendamment de l'urgence sanitaire - réelle - du moment.

### **Union sacrée et alignement sur les pouvoirs ?**

Cependant, le problème est que cela devrait logiquement conduire à un soutien (soit-il temporaire ou tempéré) aux pouvoirs en place, puisque c'est eux qui adoptent ces mesures dans le contexte actuel. Or, de l'autre côté, la stratégie politique des partis ou « *mouvements* » d'extrême droite implique plus ou moins nécessairement le fait de s'opposer aux gouvernements en place.

Certains de ces partis en ont d'ailleurs tiré la conclusion de renoncer - de manière explicite - temporairement à cette position d'opposants officiels. Les députés du RN français auront ainsi voté pour la loi instaurant « *l'état d'urgence sanitaire* », adoptée par les députés et le Sénat le 22 mars 2020.

Cela ne signifie pas que leur parti se rangerait, en l'occurrence, derrière le camp gouvernemental : le RN cherche, au contraire, à se mettre en avant en tirant bénéfice des contradictions et faillites de l'exécutif et des macronistes, par exemple en matière d'approvisionnement en masques de protection et autres. Le RN tente aussi de gagner l'attention en se prononçant pour davantage d'aides aux petites entreprises, en vue de passer la crise actuelle. Dès le 21 mars 2020, Marine Le Pen, alors citée par l'AFP, demandera par exemple « *d'aller plus loin en soutien aux entreprises de moins de 1.000 salariés, en proposant que la Banque de France leur distribue " tout de suite 10 milliards d'euros" »*.

En Autriche, le FPÖ (« Parti de la Liberté d'Autriche », principal parti d'extrême droite, ayant déjà participé au gouvernement entre autres de 2017 à 2019) a récemment publié plusieurs vidéos conjurant l'union nationale, l'union sacrée face à la crise. Même si, début avril 2020, le même FPÖ en semble revenu à une position un peu plus hostile vis-à-vis des mesures prises par le pouvoir (voir par exemple : <https://www.youtube.com/watch?v=G96jpU7kavQ&feature=youtu.be>). Ainsi, l'ex-ministre de l'Intérieur d'extrême droite, Herbert Kickl, argumentera-t-il qu'il était explicitement favorable à l'idée que « *le droit doit se plier à la politique* » (situation qui caractérise l'état d'urgence)... mais qu'il devait « *s'agir de la bonne politique* ». Or, selon lui, vu les conséquences économiques des mesures de confinement en Autriche et « la montée du chômage », il se permettra d'en douter...

Libertariens, complotistes et des antisémites...

Le tableau est compliqué par le fait que certains courants d'extrême droite, dont celui que les anglophones appellent les libertariens (parfois désignés comme anarchistes de droite, en français) - influents dans certains pays - mais

aussi les courants les plus adeptes des idées complotistes, s'opposent aux mesures gouvernementales. Leur idéologie les pousse à soupçonner les gouvernements de commettre systématiquement des méfaits, toujours prétendument « *au service d'une élite mondialisée* » ou « *en vue de constituer un gouvernement mondial* ». Les mesures actuelles peuvent ainsi être vues comme un jalon vers la réalisation du prétendu projet d'une « *dictature mondialiste contre le(s) peuple(s)* », dénoncé par ces courants.

C'est dans un sens similaire que vont aussi les explications de l'hebdomadaire français antisémite et fasciste Rivarol (numéro du 25 mars 2020), qui évoque ainsi un « *Confinement et contrôle orwellien des populations* » à la Une, puis « *Ce confinement contre-nature* » à la page 5, à forte dose de sources théologiques : « *Saint Roch* », « *Sainte Rosalie de Palerme* », « *Soeur Rosali* » et tutti quanti... Nous épargnerons à nos lecteurs et lectrices l'ensemble de la liste de sources, littéralement moyenne-âgeuses.

En ce qui concerne la pseudo-dénonciation des élites dans la crise, d'autres antisémites s'y donnent à cœur joie, tels qu'Alain Soral et son complice idéologique, Dieudonné. Ce dernier aura publié deux vidéos, courant mars 2020, qui traitent le sujet de la crise liée au coronavirus sous l'angle à la fois de l'antisémitisme - diffusé par allusions - et du complotisme. L'ex-humoriste qui n'est plus du tout drôle choisit, ici, de se mêler de la controverse entre médecins à propos du traitement à la Chloroquine proposé par le désormais célèbre professeur Didier Raoult.

Il ne nous appartient pas, à nous, de prendre position à propos de la controverse scientifique et médicale, à ce sujet. Ce qui est certain, en revanche, c'est que Dieudonné et d'autres antisémites (mais aussi, par ailleurs, les anti-musulmans obsédés de Riposte laïque dans leur newsletter quotidienne) s'en mêlent, alors qu'ils n'y comprennent rien sur le terrain de la science, pour un motif purement idéologique : il s'agit de défendre le bon druide gaulois Raoult contre le couple d'origine juive - détail qu'ils n'oublieront évidemment pas - Agnès Buzyn et Yves Lévy, respectivement ex-ministre de la Santé et ancien président de l'Inserm : Institut national de la santé et de la recherche médicale. Évidemment, à leurs yeux, ce sont les deux qui auraient empêché le traitement proposé par le premier pour de sombres intérêts. Rappelons tout de même que les experts médicaux sont en désaccord entre eux et elles à propos des idées du professeur Raoult (nous ne trancherons pas le débat !), et que des recherches tous azimuts sont en cours, dans de multiples pays, à propos d'un traitement et/ou un vaccin éventuels contre le SARS Cov-2. Or, à en suivre Dieudonné et ses partisans, il ne s'agit évidemment que d'intérêts « juifs » qui seraient mis en avant, à la recherche du profit. Un commentaire en-dessous de l'une des vidéos de Dieudonné dit ainsi : « *Et i24, chaîne israélienne qui se gargarise de bientôt trouver un vaccin sans jamais parler du docteur Raoult. (...) Levy, buzyn (sic !), substance vénéneuse, vaccin, Israël... Tout se tas de m... sent mauvais !* » Ainsi fut prétendument démontré ce qui, aux yeux des antisémites maladifs, était « naturellement » à démontrer.

### Lignes contradictoires à l'extrême droite

Les contradictions au sein du spectre idéologique de l'extrême droite sautent aux yeux à la vision d'un débat en ligne auquel ont participé le rédacteur en chef de la revue d'extrême droite mensuelle allemande Compact, Jürgen Elsässer (un ancien militant d'extrême gauche devenu fasciste), et un député du parti d'extrême droite AfD et économiste, Peter Boehringer, mercredi 1er avril 2020. Il ne s'agissait pas d'un poisson d'avril. (Voir la vidéo : [https://www.youtube.com/watch?v=y\\_kHND6-IOQ](https://www.youtube.com/watch?v=y_kHND6-IOQ)) Alors que le rédacteur en chef bave à l'évocation d'une « Corona-Diktatur » - comme il avait appelé la prétendue dictature actuellement recherchée par les gouvernants mondialistes, dans une vidéo précédente -, tout en niant la dangerosité du Coronavirus, face à lui, le député AfD ne parvient pas à abonder dans le même sens. Lui-même connu comme un grand adepte de théories complotistes (Boehringer ayant par exemple publiquement évoqué le prétendu rôle de la franc-maçonnerie dans les institutions des Nations-unies), le député plaide, ici, en tant que prétendu homme d'État, pour le sens des responsabilités : le risque d'un nombre élevé de morts existe, et les sondages montrent qu'une majorité souhaite que des mesures soient prises, insiste-il à plusieurs reprises.

Levant les yeux aux ciel, irrité par les pseudo-explications du rédacteur en chef - selon qui le Coronavirus ne tue pas plus qu'une simple grippe, toute la crise étant à ses yeux une gigantesque mise en scène -, le député demande un

retour, sur ce point, aux réalités. Il en appelle même à une sorte d'unité nationale temporaire à propos de la crise du Coronavirus, tout en promettant que lui et ses collègues vont « bientôt » fustiger et sanctionner le gouvernement pour sa gestion de celle-ci.

### Les recettes habituelles

Le député d'extrême droite allemande dira aussi cette phrase : face à cette crise, « toutes les forces politiques demandent finalement ce qu'elles ont toujours préconisé : les Verts demandent "plus d'Europe " (*et ils l'ont toujours fait*), les sociaux-démocrates demandent plus de dépenses publiques (*et ils l'ont toujours fait*), les libéraux évoquent un respect des droits individuels (*ils le font toujours*) et la droite chrétienne-démocrate demande une restriction des libertés publiques (*ça aussi, ils l'ont déjà fait*). » Nous n'analyserons pas ici l'exactitude - ou non - du propos, et précisons simplement que la crise actuelle aura tout de même déclenché quelques déplacements dans le camp de la bourgeoisie, Emmanuel Macron et d'autres redécouvrant (au moins dans leurs déclarations) les vertus d'une intervention étatique dans l'économie.

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que le député allemand « oublie », dans son énumération, d'appliquer ce même constat aussi à son propre parti qui, évidemment, n'y fait pas exception : l'extrême droite demandant, avant toute chose, la fermeture des frontières.

C'est ce qu'aura fait, dans son genre, Marine Le Pen. La présidente du RN français aura ainsi demandé, dès la fin janvier 2020 - en demeurant quelque peu prudente, et tout en proposant une « aide » à la Chine - que « le nombre de cas confirmés de nCOV doit pousser le gouvernement à réfléchir à une suspension des vols en provenance des régions de Chine les plus touchées », selon un tweet du 28 janvier 2020. Ce qui pouvait éventuellement se justifier en détail sur le plan sanitaire - si on n'avait pas largement sous-estimé la pandémie à l'époque -, mais n'était pas sans alternative (un dépistage systématique et une prise de température pouvait permettre de détecter les personnes contaminées), relève pour le RN du principe idéologique. La solution de fermeture des frontières est celle-là que ce parti propose quasiment en toutes circonstances. Le 25 février 2020, devant les microphones alors qu'elle visite le Salon de l'Agriculture, Marine Le Pen déclarera d'ailleurs, en réponse à une question portant sur la fermeture de la frontière italienne, et en ramenant le débat directement sur l'immigration : « *Il faut des contrôles de toute façon. La frontière, c'est un élément de protection des populations. On parle de l'épidémie en Italie mais on ne parle pas de tous les gens qui traversent la frontière sans être du tout contrôlés parce qu'ils sont en situation clandestine.* »

La recette proposée n'est donc ni nouvelle, ni originale, ni résulte d'une réflexion spécifique à propos de la crise sanitaire en tant que telle.

A une heure où le virus circulait déjà largement sur le territoire français - avec la formation de « clusters » dans le département de l'Oise et celui du Haut-Rhin -, une fermeture des frontières à l'intérieur de l'Union européenne aurait déjà été parfaitement inutile pour ralentir la progression de la pandémie ; à la différence de mesures telles que les gestes de barrière, la distanciation sociale ou encore la fourniture de gels et de masques. Mais sa proposition aura permis à Marine Le Pen de revenir à sa remise en cause de l'ouverture des frontières à l'intérieur de l'Union européenne. Accompagnée d'ailleurs en cela par l'extrême droite italienne, des membres de la Ligue - la Lega de Mattéo Salvini - et du parti « post-fasciste » Fratelli d'Italia s'étant récemment illustrés par le fait de brûler publiquement des drapeaux de l'Union européenne. (Une initiative idéologique qui répond aussi à un contexte où l'absence de solidarité européenne aura été cruellement vécue par une large partie de l'opinion publique italienne.)

### Réhabilitation politique des thèses complotistes

La principale polémique, en France, entre l'extrême droite et les autres forces politiques résultait cependant d'une certaine réhabilitation des thèses complotistes sur la place publique par une dirigeante de parti, la présidente du RN. L'affaire était partie de la publication d'un sondage, le 28 mars 2020, par la fondation Jean-Jaurès, et l'Observatoire

du conspirationnisme Conspiracy Watch. Celui-ci montre que si, au total, environ un quart de la population française adhère à une lecture complotiste des événements - le nouveau Coronavirus se serait échappé d'un laboratoire, « accidentellement » (pour 9 % des personnes sondées), ou y aurait été créé « intentionnellement » (selon 17 % des sondés) -, il existe une nette corrélation entre les sympathies politico-idéologiques et partisans des unEs et des autres, et leur positionnement.

Concrètement, 40 % des électeurs et électrices du RN défendent la thèse de la création artificielle « intentionnelle » du nouveau Coronavirus (et 15 % celle de son échappement « accidentel ») ; mais ils et elles ne sont que 2 % dans l'électorat du parti présidentiel LREM à le faire.

La thèse de la création artificielle du virus avait été utilisée, par moments, dans le débat politique, sur fond de rivalités entre grandes puissances internationales. Certaines publications nord-américaines avaient, en effet, insinué aux débuts de la pandémie que les autorités chinoises pourraient avoir dissimulé la création du SARS Cov-2 dans un laboratoire sur leur territoire. Le gouvernement chinois, à son tour, avait fait fuiter la prétendue information que le nouveau Coronavirus serait apparu suite à un exercice militaire, en Chine, auquel des représentants de l'armée des USA avaient été invités en octobre 2019... Des équipes scientifiques des deux pays, cependant, sont arrivés à des résultats qui excluent cette hypothèse. Des recherches scientifiques chinoises tout comme un article publié, aux USA, par la revue prestigieuse Nature Medicine aboutissent en effet au résultat que le SARS Cov-2 résulte de la mutation d'un virus passé d'un animal, probablement une espèce de chauve-souris, aux humains. Un passage par le désormais fameux pangolin, en tant qu'hôte intermédiaire, n'étant point exclu.

De telles considérations scientifiques n'avaient pas embarrassée Marine Le Pen lorsque, le 30 mars 2020, elle se mit à défendre explicitement cette lecture complotiste de l'Histoire la plus récente, déclarant sur France Info : « *Permettez-moi de vous dire le plus grand mal que je pense de ce type d'étude sur le complotisme. Que des gens s'interrogent pour savoir si ce virus est d'origine naturelle ou s'il ne peut pas avoir échappé d'un laboratoire, c'est une question de bon sens.* »

Il n'est pas improbable, en réalité, que la question des origines du virus laisse la présidente du RN largement indifférente ; elle n'affirme d'ailleurs pas explicitement la vision complotiste en la matière, sans la démentir, non plus. Sa réponse ne semble pas principalement motivé par des choix idéologiques, mais par une stratégie partisane.

Avant tout, il s'agit pour elle de coller au plus près de son électorat... et de défendre la pseudo-légitimité du point de vue d'une partie de cet électorat, qui adhère aux thèses délirantes de ceux qui soupçonnent systématiquement une « main invisible » derrière chaque événement important. Les partisanEs du RN formant le groupe d'électeurs et électrices qui déclarent le plus souvent, comparés à d'autres courants, s'informer uniquement ou avant tout à partir de sources trouvées sur Internet...

Après une attaque par la députée LREM Aurore Bergé (mardi 31 mars 2020 sur Sud Radio), qui accusait Marine Le Pen « d'inoculer le virus du complotisme dans notre pays », le RN réagit par l'envoi d'un e-Mail à touTEs ses sympathisantEs, le même jour, sous le titre : « *Le gouvernement est le plus gros pourvoyeur de fake news depuis le début de cette crise !* » Tentant de retourner l'accusation de la diffusion de fausses informations (les fameuses fake news depuis une formulation, devenue célèbre, de Donald Trump) contre le camp gouvernemental, le RN revient ici aux diverses errements de l'exécutif depuis le début de la crise. Reprenant dans le corps du mail une interview avec Marine Le Pen publiée par la revue Valeurs actuelles (du 27 mars 2020), le RN insiste ainsi sur les premières déclarations gouvernementales qui avaient gravement sous-estimé le risque d'une contagion pouvant atteindre la France, les déclarations contradictoires à propos des masques... Ce faisant, il recentre ainsi son propos, moins sur une vision complotiste à proprement parler, mais nettement plus sur un pur discours de parti d'opposition : il s'agit d'exploiter les fautes du gouvernement, ses contradictions, la crise de l'hôpital dues aux politiques d'austérité... Le tout étant, toutefois, garni par une défense des fondamentaux idéologiques du RN : la faillite, au fond, serait celle « *du modèle ultra-libéral mondialisé. Le modèle qui acte la disparition des frontières, des états nations, des états stratèges et la livraison de la marche du monde à la main invisible du marché.* »

Jusqu'ici, le positionnement dans la crise sanitaire liée à la pandémie n'a pas réellement profité à Marine Le Pen, à en croire un sondage publié le 02 avril 2020 par Les Echos. En effet, si 92 % au sein de l'électorat du RN déclarant avoir une « image positive » d'elle, ce n'est le cas que de 23 % de la population française sondée en général, contre 26 % au mois précédent. Le recul relatif s'était surtout produit chez les personnes âgées et dans la région du Grand Est, autrement dit, dans deux groupes sociaux particulièrement frappés par la maladie du Covid-19.

L'article du quotidien économique Les Echos qui présente le sondage, se termine cependant par cette mise en garde : « *Les prises de position agressives de Marine Le Pen vis-à-vis de l'exécutif pourraient-elles lui être créditées par la suite ? C'est évidemment vers la sortie de la crise sanitaire qui risque fort de se transformer en crise économique, puis sociale, voire politique, que regardent les cadres du RN. "Cette crise est comparable à la Première Guerre mondiale. L'Europe va en sortir ruinée avec une économie à terre", prédit l'eurodéputé RN et conseiller de Marine Le Pen, Philippe Olivier. C'est à ce moment que la patronne du RN espère apparaître comme une alternative crédible à Emmanuel Macron.* »

Ce scénario, dressé ici par le quotidien libéral, n'est évidemment que l'un parmi plusieurs possibles. A condition que le mouvement social se redresse et demande des comptes au camp gouvernemental pour sa gestion catastrophique de cette crise et - au-delà - pour le traitement infligé à l'hôpital public, le terrain de la critique ne serait pas laissé au RN qui, pour le moment, ne prospère pas sur ce terrain. Sauf que ce scénario, celui d'une reprise de la lutte des classes, n'est pas prévu dans les petits papiers de la bourgeoisie...